

## L'Union des jeunes révolutionnaires dans les mobilisations contre les violences policières et l'impunité des forces de l'ordre

**L**e 26 octobre avait lieu à Paris un rassemblement en mémoire de Rémi Fraisse, jeune tué, jour pour jour, deux ans auparavant sur la « Zone A Défendre » (ZAD) de Sivens. Ce rassemblement rendait également hommage à Zyed et Bouna, morts des fautes de la police, onze ans et un jour plus tôt. Des banderoles et affiches sont disposées sur le porche du métro et sur la place. Les quelques centaines de personnes présentes attendent, formant une belle masse. Sur la place, on trouve une table avec des tracts en soutien à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Les proches d'Adama Traoré proposent des t-shirts pour lui rendre hommage. Les prises de parole débutent :

ce rassemblement n'est pas uniquement pour Rémi Fraisse, mais pour toutes les victimes de la police, les personnes mutilées. Les interventions suivantes parlent de l'affaire Adama Traoré, de la ZAD de NDDL... A 20 h vient le moment d'occuper la rue. Plusieurs centaines de personnes partent en manif en direction de République, suivis de près par une dizaine de fourgons de police et autant de la gendarmerie. Tout se passe relativement bien.

Samedi 5 novembre, une autre manifestation a eu lieu Paris pour Adama Traoré, une mort qui s'ajoute à la longue liste des victimes des meurtres et des mutilations perpétrées par les forces de l'ordre. L'UJR a participé à

cette mobilisation pour dénoncer les violences et l'impunité des forces de l'ordre. Cette violence s'exerce contre tous ceux qui osent contester, d'une manière ou d'une autre, le système capitaliste : les jeunes des quartiers populaires qui refusent l'exclusion qu'ils subissent, les syndicalistes qui se battent pour les conditions de travail et l'emploi, les jeunes et moins jeunes qui manifestent contre les lois destructrices et réactionnaires (loi Travail, état d'urgence, grands projets inutiles...). Elle s'exerce physiquement avec son bras armé : les forces de l'ordre, mais aussi par son système judiciaire qui acquitte les coupables et condamne les victimes. Dans ce système, nous

n'avons rien à attendre de la justice qui sera toujours au service d'une classe, celle des possédants et des puissants : l'oligarchie. Notre seul avenir acceptable passe par le renversement de ce système. Se mobiliser est un début, s'engager et s'organiser est une étape. ★



## Contribution d'un camarade allemand sur les grandes mobilisations contre le TTIP et le CETA

**S**ollicité par l'UJR, Robin Haberkorn, jeune militant d'Arbeit Zukunft (Organisation pour la construction de parti communiste des ouvriers d'Allemagne), a d'abord donné des éléments sur ce qu'a produit la « loi Travail » version allemande (Loi Hartz IV de 2003) : « Une perte radicale des allocations pour les chômeurs subordonnés sous le régime humiliant des "centres de travail". Ces centres sont autorisés à réduire les allocations de chômage si son bénéficiaire n'accepte pas l'offre d'emploi qui lui est faite. Les jeunes chômeurs sont obligés de vivre chez leurs parents. En même temps, les règlements relatifs à la location de main-d'œuvre ont été libéralisés. Ces mesures ont aggravé la situation des jeunes entre 16 et 25 ans : c'est le groupe où il y a le plus de location de main-d'œuvre, parce qu'ils n'ont pas le choix lorsqu'ils entrent sur le marché du travail. » C'est important de connaître cette réalité car « le gouvernement allemand soutient les gouvernements qui mènent ces réformes dans toute l'Europe, en mettant en avant le faible taux de chômage (officiellement 4,7 %) et en voulant en faire la preuve de sa bonne gestion de la crise économique. En réalité, ces mesures ont abouti à augmenter la précarité en créant 3 millions d'emplois à temps partiel et 250 000 emplois loués ».

Il a également apporté des éléments sur les mobilisations contre les forces

néo-fascistes et populistes qui multiplient les attaques contre les migrants et les réfugiés et les foyers qui les accueillent : « Le mouvement antifasciste, dans lequel la jeunesse en Allemagne est traditionnellement très investie, a réussi à mobiliser régulièrement des milliers de jeunes pour bloquer les grands rassemblement et événements des nazis. A titre d'exemple, en 2010, plus de 15 000 personnes ont réussi à arrêter une marche nazie à Dresde (une ville dans l'Est de l'Allemagne). Cela a changé un peu au cours des deux dernières années. Exploitant le mécontentement vis-à-vis du gouvernement Merkel, le parti AfD (Alternative pour l'Allemagne) a récemment réussi à obtenir des résultats alarmants dans plusieurs élections régionales. Il est devenu un adversaire politique sérieux, notamment en Allemagne de l'Est. Pour le combattre, il est important de lier les forces antifascistes aux luttes sociales, tout en démontrant le caractère néolibéral de l'AfD, qui exprime aussi de nombreuses positions anti-ouvrières et pro-capitalistes. C'est ce travail que s'efforcent de faire les révolutionnaires. »

Puis il a développé sur les mobilisations très positives qui se mènent aujourd'hui en Allemagne en lien avec les négociations antidémocratiques et antisociales des traités TTIP et CETA.

«Après une méga manifesta-

tion avec 250 000 personnes à Berlin l'année dernière, 90 000 personnes se sont rassemblées à Hanovre lors de la visite d'Obama. Dans la liste des organisateurs et des signataires de l'appel à ces manifestations, on trouve des organisations de gauche, des socialistes, des initiatives de paix, de nombreux groupes d'étudiants et de jeunes, des groupes écologiques, des sections syndicales, des organisations culturelles et même quelques secteurs de l'Église ! Ceci est représentatif d'un mouvement large, impliquant tous les secteurs des masses populaires. Les jeunes, qui sont souvent les premiers à souffrir de la libéralisation du marché du travail et qui sont particulièrement sensibles aux attaques contre la démocratie, sont bien représentés dans ce mouvement. La participation des étudiants est particulièrement forte. De nombreuses organisations de jeunesse ont participé à l'organisation des dernières mobilisations contre le TTIP et le CETA. Il est à noter que les mobilisations sont également soutenues par de nombreux groupes régionaux et de jeunes du parti social-démocrate. Les socio-démocrates du SPD forment l'actuel gouvernement allemand en coalition avec les démocrates-chrétiens (conservateurs). Le président du SPD, Sigmar Gabriel, qui est ministre de l'Économie, est un partisan du TTIP et du CETA.

En raison de la colère populaire et du mécontentement des militants au

sein de leurs propres partis, les dirigeants allemands ont dû déclarer les négociations TTIP comme "mortes". C'est une première grande victoire du mouvement de résistance contre ce traité. La Commission de l'UE a également été obligée d'apporter quelques modifications de forme au traité CETA afin de calmer le peuple. En attendant, ces négociations ont été conclues et le gouvernement allemand pousse dans le sens d'une mise en œuvre rapide. Malgré ces manœuvres, au total, 320 000 personnes se sont rassemblées dans sept villes allemandes, le 17 septembre dernier, pour exiger un arrêt des négociations, ce qui montre que les gens sont encore en colère et prêts à résister à ces traités. En outre, ils sont bien conscients que le TTIP pourrait être rapidement « ressuscité » si le CETA devient une réalité. Parmi les facteurs de mobilisations figurent principalement les inquiétudes justifiées au sujet de la démocratie et de la diminution des normes écologiques et de consommation, mais il y a aussi un esprit anticapitaliste croissant. Les peuples se rendent compte que les traités de "libre-échange" sont en fait des traités qui ne profitent qu'aux grands monopoles et que la concurrence accrue se fera au détriment des travailleurs. Grâce à la résistance du peuple, pas seulement en Allemagne, l'échec des deux traités de "libre-échange" est devenu une possibilité imminente ! » ★